



Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. («Mitec» ou la «Société») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2009. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2009 en comparaison avec l'exercice terminé le 30 avril 2008.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 30 avril 2009 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2009. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 28 juillet 2009. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer», «projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 28 juillet 2009.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers consolidés annuels de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance sans précédent.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide, composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 30 avril 2009, la Société comptait 289 employés à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS

Le 26 mai 2009, la Société a lancé un nouveau site Web en mandarin. Ce nouveau site Web démontre l'engagement de Mitec à servir le marché chinois, puisqu'il permettra à la Société d'offrir ces services beaucoup plus efficacement à l'échelle locale.

Le 20 avril 2009, la Société a annoncé qu'elle avait reçue une commande d'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada pour plusieurs de ses sites. Cette nouvelle commande fait suite à la réussite d'un réseau d'essai comprenant des solutions de couverture de Mitec qui avait été annoncée en février 2009.

Le 16 mars 2009, la Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 18 octobre 2006 et de 19 289 779 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 30 mars 2007 jusqu'au 30 octobre 2009.

Le 17 février 2009, la Société a annoncé qu'elle avait reçu sa première commande pour un réseau d'essai de l'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada. La commande était pour une solution de couverture qui s'était avérée efficace pour améliorer les performances des réseaux colocalisés de services sans fil. Il s'agissait de la première commande pour ce produit auprès d'une entreprise de télécommunications.

Le 7 janvier 2009, la Société a annoncé qu'elle avait conclu son premier contrat d'achat de composantes d'accès sans fil fixe auprès d'un nouveau client et d'important fournisseur de services de télécommunications. Il s'agissait du premier d'une série de contrats que la Société prévoyait conclure à long terme avec ce client.

Le 4 décembre 2008, la Société a dévoilé son intention de mettre à exécution une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, proposant d'acheter, à compter du 8 décembre 2008, un nombre maximal de 11 033 337 de ses actions ordinaires, qui représentent environ 5 % des actions ordinaires émises en cours.

Le 27 novembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu un brevet d'invention de l'Institut des brevets et marques de commerce des États-Unis pour sa technologie sur les amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide. La technologie utilise les amplificateurs de puissance.

Le 19 novembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait reçu des commandes d'élevant à plus de 1,6 millions de dollars pour ses composants d'infrastructure d'accès sans fil mobile de deux des cinq plus importants fournisseurs de télécommunications sans fil mondiaux.

Le 13 novembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications. Cette entente pourrait également permettre à la Société de réaliser au cours des prochaines années des résultats égaux à ceux qu'elle a obtenus jusqu'à maintenant dans le secteur sans-fil.

Le 19 septembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait prolongé la date d'expiration de 4 650 000 de ses droits de souscriptions d'actions ordinaires jusqu'au 3 avril 2009, soit une période additionnelle de 6 mois, compte tenu de la forte période de turbulence que connaissaient les marchés financiers.

Le 23 mai 2008, la Société a nommé Monsieur Jeffrey Mandel au poste de président de son conseil d'administration.

Le 20 mai 2008, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une commande de produits de solution sans fil d'une valeur de 3 millions \$ d'un important fournisseur de télécommunications. Les produits ont été livrés au cours des trois à six prochains suivants.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières pour les trimestres de l'exercice courant et de l'exercice précédent. Certains chiffres correspondant de 2008 ont été reclassés afin de les rendre comparables à ceux de 2009.

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6 927	7 922	10 568	14 931	10 766	9 829	7 978	7 603
Bénéfice brut	1 083	1 897	2 366	3 166	2 399	1 959	1 697	2 063
Frais de recherche et développement	1 122	1 039	1 136	1 013	1 300	1 041	1 129	1 007
Frais de vente et d'administration	1 891	1 430	1 714	1 534	1 577	1 563	1 603	1 486
Profit net (perte nette)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)
Résultat par action – de base et dilué								
-Perte nette	(0,01)	(0,00)	(0,01)	0,00	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Dépenses non-récurrentes :								
- Dépréciation des immobilisations corporelles	80	—	351	—	104	—	—	—
- Dépréciation l'écart d'acquisition	1 607	—	—	—	—	—	—	—
- Dépréciation des investissements	—	—	—	—	450	—	275	—
Total de l'actif	30 321	36 244	39 230	44 027	40 043	40 602	38 864	31 261
Dette à long terme	1 215	1 116	1 057	1 067	1 124	1 464	2 112	693
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	4 666	4 040	5 255	3 324	4 861	5 164	4 252	4 418

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le quatrième trimestre terminé le 30 avril 2009 a atteint 6,9 millions \$, représentant une diminution de 36 % par rapport à la même période l'an dernier. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est imputable à la récession mondiale sans précédent qui s'est traduite par une baisse immédiate de la demande mondiale en biens d'équipement de télécommunications sans fil. Ceci est principalement dû à la crise de crédit ainsi qu'aux difficultés éprouvées par les entreprises fournisseurs de services pour obtenir des fonds permettant l'acquisition de dépenses en immobilisations. Les livraisons du secteur Télécommunications ont été de 2,2 millions \$, soit une diminution de 59 %, soit 3,2 millions \$ pendant le quatrième trimestre comparativement à la même période l'année précédente, alors que les sources de crédits était largement disponible et que la demande pour les produits de la Société était très forte dans les pays émergents et en Amérique du Nord.

Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 68 % du total des produits d'exploitation, a diminué de 0,7 million \$ à 4,7 millions \$ ou 13 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2008. Bien que ce secteur a historiquement démontré des revenus trimestriels prévisibles, on peut constater qu'il n'a pas échappé aux effets de la récession mondiale sur les fabricants de produits de télécommunications.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	2 206	3 101	4 073	10 394	5 360	4 362	2 189	2 973
<i>% du total des produits</i>	31,8%	39,1%	38,5%	69,6%	49,8%	44,4%	27,4%	39,1%
Communications par satellite	4 721	4 821	6 495	4 537	5 406	5 467	5 789	4 630
<i>% du total des produits</i>	68,2%	60,9%	61,5%	30,4%	50,2%	55,6%	72,6%	60,9%

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 s'élevait à 1,1 millions \$, une baisse de 1,3 millions \$ comparativement aux 2,4 millions \$ enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice 2008. Bien que la Société a su mettre en œuvre un programme de contrôle des dépenses au cours du trimestre, le bénéfice brut a été affecté négativement par un taux inférieur d'absorption de ses coûts fixes de fabrication résultant de la rapide réduction des commandes provoquée par une récession mondiale extrêmement rapide. Malgré cette conjoncture économique, la Société a poursuivi son programme de déploiement de nouveaux produits qui, dans un premier temps, comporte des marges bénéficiaires plus faibles en raison des coûts de lancement et de marketing importants associés au début de stade de communication. En conséquence, le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,2 million \$ négatif au cours du quatrième trimestre du présent exercice financier, une diminution de 1,1 million \$ par rapport au bénéfice brut de 0,9 million \$ pour la même période l'an dernier. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a subi une baisse de 0,3 million \$, passant de 1,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008 à 1,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	(166)	382	571	2 087	903	867	345	737
<i>% du total des produits</i>	(7,5%)	12,3%	14,0%	20,1%	16,8%	19,9%	15,8%	24,8%
Communications par satellite	1 247	1 515	1 795	1 081	1 496	1 091	1 352	1 327
<i>% du total des produits</i>	26,4%	31,4%	27,6%	23,8%	27,7%	20,0%	23,4%	28,7%

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 ont diminué de 14 %, passant de 1,3 millions \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2008 à 1,1 millions \$. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit ses investissements en R et D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés à l'industrie des télécommunications sans fil mobile et fixes.

Ces investissements sont aussi concentrés autour des programmes clé pour les marchés reliés aux TTPO ainsi qu'aux programmes militaires américains et permettront à Mitec de devancer ses concurrents.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 ont augmenté de 20 %, passant de 1,6 millions \$ à 1,9 millions \$. L'augmentation est le résultat de l'enregistrement de provisions pour le règlement des litiges en cours.

Perte nette

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 s'est établie à 3,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 1,8 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2008. L'augmentation de la perte nette est principalement attribuable à une imputation comptable ponctuelle après impôts de 1,1 millions \$ pour la perte de valeur de l'écart d'acquisition associée principalement aux activités de Mitec aux États-Unis. N'eût été de ce rajustement comptable ponctuel sans incidence sur la trésorerie, la perte nette enregistrée au quatrième trimestre de 2009 se serait chiffrée à 2 millions \$, largement attribuable à un niveau plus faible de bénéfice brut et des dépenses plus élevées de ventes et d'administration tel que décrit précédemment. La dépréciation de l'écart d'acquisition de 1,6 millions \$ était reliée à une réduction de la valeur de l'une de ses filiales, Keragis Corporation. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % afin d'estimer la réduction de valeur. Cette méthode reflète bien le conservatisme démontré par la Société dans ses divulgations d'informations financières. Bien que la demande pour les produits de Keragis continue de progresser favorablement avec certains clients militaires américains, la direction croit que cette dépréciation est appropriée à la lumière des conditions économiques actuelles.

Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. De plus, il présente également le BAIIA ajusté.

				2009				2008
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<i>(En milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net/(perte nette)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)
Impôts sur les bénéfices	(523)	(89)	(14)	(14)	(97)	—	—	—
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	2 214	515	972	753	1 305	1,248	823	769
Intérêts	27	(1)	65	37	36	302	78	24
BAIIA	(1 390)	65	(172)	831	(507)	198	(1 440)	(184)
Effet des pertes de change et de la rémunération à base d'actions	(425)	(673)	(95)	94	472	(297)	930	293
BAIIA ajusté	(1 815)	(608)	(267)	925	(35)	(99)	(510)	109

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières qui sont dérivés de nos états financiers consolidés vérifiés des trois derniers exercices:

	2009	2008	2007
<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	40 348	36 176	33 807
Bénéfice brut	8 512	8 118	5 450
Frais de recherche et développement	4 310	4 477	5 455
Frais de vente et d'administration	6 569	6 229	7 339
Frais de restructuration et autres charges	—	—	1 728
Perte découlant des activités poursuivies	(4 608)	(6 421)	(12 364)
Perte nette	(4 608)	(6 421)	(12 372)
Résultat par action – de base et dilué:			
-Activités poursuivies	(0,02)	(0,03)	(0,10)
-Perte nette	(0,02)	(0,03)	(0,10)
Total de l'actif	31 321	40 043	33 163
Dette à long terme	1 215	1 124	797
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	4 666	4 861	6 361

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉES LE 30 AVRIL 2009

Variations des résultats d'exploitation

Par le passé, nos résultats d'exploitation ont connu de fortes variations, d'une période à l'autre. Il est probable qu'il en soit de même à l'avenir. Nous prévoyons que nos résultats d'exploitation trimestriels et annuels seront tributaires de plusieurs facteurs dans un avenir prévisible, dont l'acceptation par le marché des nouveaux produits développés, le progrès de notre programme de réduction des coûts de plusieurs frais fixes et la conclusion de certaines initiatives d'ententes de partenariat. En raison de ces variations, nous croyons que les comparaisons d'une période sur l'autre de nos résultats d'exploitation ne donnent pas une bonne idée de notre rendement futur.

Chiffre d'affaires

Pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 40,3 millions \$, une augmentation de 12 % ou 4,2 millions \$, par rapport à 36,2 millions \$ l'année précédente. L'augmentation du chiffre d'affaires de la Société, qui est largement imputable au secteur Télécommunications pendant la première moitié de l'année financière 2009, a été de 4,9 millions \$, ou de 33 %, comparativement à 19,8 millions \$ l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par une plus forte demande de l'industrie pour les produits de la Société venant des pays émergents ou lorsque les décisions sont principalement basées sur des améliorations apportées aux réseaux. Les ventes du segment Communications par satellite ont diminué de 1,0 million \$, ou 5%, pour atteindre 20,6 millions \$ par rapport à l'année précédente grâce une plus grande pénétration des nouveaux produits lancés cette année sur le marché du TTPO, qui ont démontré beaucoup d'intérêts mais qui se caractérisent cependant par un cycle de ventes plus lent lorsque les produits en sont au début du stade de commercialisation. De façon générale, la Société était en voie de montrer de bien meilleurs résultats au sein de ses deux secteurs de Télécommunications et de Communication par satellite avant que les effets de la récession mondiale ne l'affectent de manière importante; la Société croit aussi avoir montré pour l'année 2009 une bonne performance compte tenu des circonstances et avoir mieux réussi que la plupart des entreprises concurrentes œuvrant dans le même secteur.

Le fait que la Société développe des technologies de prochaine génération et fabrique des produits qui permettent de réduire les coûts en permettant une plus large bande passante constitue une raison importante pour que les clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, continuent d'acheter des équipements. De plus, la Société bénéficie d'une large répartition géographique de sa clientèle qui n'est pas dépendante exclusivement d'une région spécifique ce qui permet à la Société de prendre avantage de la reprise économique lorsque qu'elle apparaît dans une région ou l'autre.

Distribution géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
2009	37%	17%	33%	13%
2008	33%	24%	32%	11%
2007	44%	22%	26%	8%

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour l'exercice 2009 a augmenté de 0,4 millions \$ à 8,5 millions \$ comparativement à 8,1 millions \$ l'année précédente. Cette augmentation est le résultat d'une combinaison de facteurs dont une meilleure absorption des frais fixes liée à un plus fort volume de ventes au cours de la première moitié de l'année financière, celle-ci a malheureusement été contrebalancée par un faible volume des ventes sans précédent au cours de la seconde moitié entraîné par les effets de la récession mondiale. Les autres facteurs étaient que les ventes réalisées suite au lancement de nouveaux produits comportant une marge bénéficiaire brute plus élevée, les dépenses reliées directement au lancement de ces nouveaux produits ainsi que le programme de réduction des dépenses sont des facteurs qui ont influencé la variation du bénéfice brut. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications pour l'exercice 2009 est demeuré stable à 2,9 millions \$ lorsque comparé à l'exercice 2008. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a connu une augmentation de 0,3 millions \$, passant de 5,3 millions \$ à l'exercice 2008 à 5,6 millions \$ durant l'exercice courant. La marge brute est passée de 24,7 % à 27,4 %, en raison principalement de l'augmentation des ventes sur le marché militaire dont la marge bénéficiaire est plus élevée.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Télécommunications	2 874	2 853	(1 392)
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>14,5%</i>	<i>19,2%</i>	<i>(11,7%)</i>
Communications par satellite	5 638	5 265	6 842
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>27,4%</i>	<i>24,7%</i>	<i>31,3%</i>

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour l'exercice 2009 ont été de 4,3 millions \$ comparé à 4,5 millions \$ pour l'exercice 2008. Cette diminution est imputable à la réduction des investissements dans le secteur des communications sans fils puisque ces produits entament les dernières étapes d'approbation. Cette baisse a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses de R et D dans le développement des produits pour le marché militaire réalisé par sa filiale américaine Keragis. La Société a l'intention de maintenir ce même niveau de dépenses en R et D.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2009 ont été de 6,6 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 6,2 millions \$ pour l'exercice 2008. Cette augmentation résulte du règlement de quelques litiges au cours du présent exercice financier; ces litiges ne sont pas susceptibles de se répéter.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 0,9 million \$ durant l'exercice courant comparativement à 0,5 million \$ pour l'exercice 2008. Cette augmentation est le résultat d'une combinaison de facteurs incluant les intérêts sur les débetures convertibles ainsi que la charge de désactualisation du passif à long terme.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a baissé de 0,1 million \$ à 1,0 million \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 1,1 millions \$ pour la même période l'année précédente suite à la fin de l'amortissement de la perte à la cession-bail reportée et le loyer à la cession-bail reporté d'un établissement loué précédemment.

Rémunération à base d'actions

Le montant de la charge constatée au cours de l'exercice à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 0,6 million \$ pour l'exercice 2009 soit approximativement le même montant que pour l'exercice précédent.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice 2009 et suite à un examen de ses emplacements, la Société a comptabilisé une réduction de la valeur de ses immobilisations corporelles de 0,5 million \$. Pour l'exercice 2008, une réduction de valeur de 0,1 million \$ avait été constatée.

Dépréciation des actifs incorporels

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des actifs incorporels et évalue si une réduction de valeur devrait être considérée. Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépense requise de 50 000 \$ qui a affecté le résultat net; pour l'exercice fiscal précédent, une dépréciation de 40 000 \$ avait été requise.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable de l'écart d'acquisition basée sur une comparaison de la valeur comptable à la juste valeur de l'unité d'exploitation. Le test annuel de dépréciation de l'écart d'acquisition provient de l'acquisition de Keragis et a été complété le 30 avril 2009, résultant du fait que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % et a convenu qu'une dépréciation de 1 607 000 \$ avant impôts était nécessaire. La direction demeure encouragée par le potentiel de sa filiale Keragis qui continue de susciter l'intérêt de clients importants du secteur militaire américain. Comme c'est le cas pour plusieurs autres marchés, certains contrats ont été retardés suite aux conséquences économiques actuelles; cependant, ces retards ont commencé à se réduire.

Impôts sur les bénéfices

La Société a encouru un recouvrement d'impôt de 0,6 million \$ au cours de l'exercice 2009 relié à l'économie d'impôts liée aux pertes constatées et à l'amortissement des actifs intangibles acquis comparativement à une charge de 0,1 million \$ pour l'exercice de 2008.

Perte nette

Pour l'exercice 2009, la perte nette s'est chiffrée à 4,6 millions \$, ou 0,02 \$ par action, une amélioration de 1,8 millions \$ comparativement à une perte de 6,4 millions \$, ou 0,03 \$ par action, pour l'exercice 2008. Cependant, les résultats de l'exercice 2009 comprennent une imputation comptable ponctuelle après impôts de 1,1 millions \$ pour l'écart d'acquisition associé à une acquisition antérieure de Mitec aux États-Unis. N'eût été ce rajustement comptable ponctuel sans incidence sur la trésorerie, la perte nette enregistrée pour l'exercice 2009 aurait été réduite de 3,5 millions \$ principalement attribuable à un bénéfice brut plus élevé ainsi qu'à une hausse des frais de vente et d'administration suite à la réduction rapide du chiffre d'affaires au cours du quatrième trimestre tel que décrit précédemment. La diminution de la perte nette est le résultat de meilleures marges bénéficiaires générées par les opérations combinées à l'incidence positive du programme de restructuration et des gains de change reliés aux éléments du bilan.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 4,6 millions \$ de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme au 30 avril 2009, comparativement à 4,9 millions \$ au 30 avril 2008, ce qui devrait être suffisant pour assurer la bonne marche de ses opérations, le remboursement des débetures convertibles, le cas échéant, et ses besoins de dépenses en immobilisations. La Société bénéficie en plus d'un solide fonds de roulement pouvant supporter un financement externe si le besoin était requis.

Le fonds de roulement, excluant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, a diminué de 11%, passant de 9,1 millions \$ à la fin de l'exercice 2008 à 8,1 millions \$ à la fin de l'exercice courant. La baisse est principalement attribuable à de larges efforts afin de diminuer les stocks ainsi qu'un montant plus important de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont améliorés de 2,8 millions \$ passant d'un montant négatif de 1,9 millions \$ l'exercice précédent à 0,9 million \$ pour l'exercice courant. Les améliorations apportées à la marge brute ainsi les effets bénéfiques du plan de réduction des dépenses discuté plus tôt sont les principaux facteurs qui ont contribué à cette amélioration.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 0,9 million \$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2009 en raison de l'achat d'équipements réalisés au cours de l'exercice. En 2008, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 1,9 millions suite à l'acquisition de Keragis (1,2 millions \$) et à l'achat d'équipements (0,7 million \$).

Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont occasionné des sorties de fonds de 0,5 million \$ découlant des remboursements sur la dette à long terme réalisés. En 2008, les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élevait à 2,2 millions \$ suite à l'émission de débetures convertibles d'un montant de 2,5 millions \$.

Gestion du capital

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

RISQUES ET INCERTITUDES

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujet à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourraient être largement et défavorablement affectés, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur son exploitation dans le futur.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 119 980 000 millions \$ au 30 avril 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.
3. Créer un comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société afin d'explorer diverses opportunités reliées à son expansion et à sa croissance.

Au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2009, la Société a conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a annoncé qu'elle a reçu une commande de produits de solution sans fil d'une valeur de 3 millions \$ d'un important fournisseur de télécommunications.
- b. La Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 18 octobre 2006 et de 19 289 779 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 30 mars 2007 jusqu'au 30 octobre 2009.
- c. La Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications en vertu d'un programme général d'approvisionnement.

- d. La Société a annoncé qu'elle avait reçu ses premières commandes d'une valeur de plus de 1,6 millions \$ pour une solution de couverture qui s'était avérée efficace pour améliorer les performances des réseaux colocalisés de services sans fil.
- e. La Société a annoncé qu'elle avait obtenu un brevet d'invention pour sa technologie d'amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide de l'Institut des brevets et marques de commerce des États-Unis.
- f. La Société a annoncé qu'elle a conclu son premier contrat d'achat de composantes d'accès sans fil fixe avec un nouveau client et important fournisseur de services de télécommunications.
- g. La Société a annoncé qu'elle avait reçu sa première commande pour un réseau d'essai pour une solution de couverture de l'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada.
- h. La Société a annoncé qu'elle avait reçue une commande pour un réseau d'essai pour une solution de couverture d'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada. .

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

Risque lié à l'industrie

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique

Dépendance à l'égard de quelques clients

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours de l'exercice 2009, la Société a réalisé 42 % de son chiffre d'affaires auprès de deux clients principaux. Ces mêmes deux clients principaux ne représentaient que 23 % du chiffre d'affaire de la Société pour la seconde moitié de l'exercice 2009. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

Secteur d'activité des clients

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écoulons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Changements technologiques

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

Cadres supérieurs et autres employés clés

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

Conjoncture économique

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecté les activités de la Société. Á titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des couts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certain clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société bénéficie d'une large répartition géographique de sa clientèle qui n'est pas dépendante exclusivement d'une région spécifique ce qui permet à la Société de prendre avantage de la reprise économique lorsque qu'elle apparaît dans une région ou dans l'autre. L'incertitude quant à la disponibilité de crédits à l'échelle mondiale continue de persister. Cette situation reliée à la disponibilité du crédit est cependant fluide, et il est difficile de prédire ses conséquences futures. La Société ne disposa pas présentement de facilité de crédit, et il y a un risque pour la Société que cette facilité de crédit soit nécessaire.

Taux d'intérêt

La Société n'est pas exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liés à sa dette à long terme étant donné qu'elle porte intérêt à un taux fixe.

Conversion de devises

a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. Activités étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

Taux de change

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en monnaie étrangère, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours. La Société n'a pas conclu de contrat de couverture de taux de change durant l'exercice de 2009. De plus, la Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars US (US \$) et elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	Au 30 avril 2009		Au 30 avril 2008	
	RMB	US \$	RMB	US \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 732 993	2 035 822	11 288 477	1 786 176
Débiteurs	7 987 471	3 059 722	34 184 732	4 924 270
Créditeurs et charges à payer	4 345 869	1 092 082	43 342 602	2 082 476

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

Fluctuation du cours des actions

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

ÉVENTUALITÉS

La Société est assujettie à différentes réclamations et éventualités liées à des poursuites, aux impôts et contrats, ainsi que d'autres obligations commerciales. Les contrats et les autres obligations commerciales relèvent principalement de contrats de location-exploitation. La Société constate le passif découlant des éventualités et engagements lorsqu'une perte est probable et qu'elle peut être estimée. Des changements importants en matière de probabilité et d'estimations de pertes pourraient avoir pour conséquences la constatation d'un passif supplémentaire.

En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency (« USEPA ») de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la USEPA de reprendre son investigation sur la contamination. La USEPA a accepté. Dans une lettre datée de mai 2007, la USEPA a informé la Société qu'elle la tenait potentiellement responsable de la contamination du « Alling Industrial Park » et qu'elle invitait la Société à entamer des négociations avec la USEPA pour résoudre la réclamation de l'agence relativement au remboursement de ses frais. Peu de temps après, La USEPA émettait un avis spécial enclenchant une période de négociations en vertu de statuts réglementaires dans lequel elle déposait une demande formelle de remboursement de ses frais, Mitec a entamé des négociations en vue de conclure une entente confidentielle de règlement. En réponse aux négociations, la Société a reçu en juillet 2008 une proposition de règlement de la part de la USEPA qu'elle étudie présentement. Cependant, certaines incertitudes demeurent quant à l'établissement définitif des montants qui devront être payés et de certains autres éléments de l'entente de règlement, la Société a enregistré une provision de 143 000 \$ (120 000 \$ US) pendant l'exercice courant.

L'ancien propriétaire des installations du New Jersey de la Société a intenté une poursuite contre la Société et certains de ses sous-locataires en dommages relativement aux locaux loués. À l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de cette affaire, cependant, la Société a enregistré une provision de 36 000 \$ (30 000 \$ US) pendant l'exercice courant.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles:

	Dettes à long terme	Contrats de location-exploitation
	\$	\$
1 an	1 215	461
2 – 3 ans	—	720
4 – 5 ans	—	138
Plus de 5 ans	—	—
	1,215	1,319

Le conseil d'administration a mandaté son président du conseil afin qu'il explore au nom de la Société différentes possibilités de fusion et d'acquisition et qu'il sollicite activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal de rémunérer le président du conseil en fonction des résultats positifs qu'il obtiendra de ces initiatives. Les modalités relatives à la rémunération totale n'ont pas encore été déterminées.

ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 avril 2009, il y avait 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscription en circulation ainsi que 14 818 050 options d'achat d'actions. Au cours de l'exercice 2009, la Société a émis 354 331 actions ordinaires suite à la conversion de débetures convertibles. De plus, la Société a décidé de prolonger la date d'expiration de 4 650 000 de ses bons de souscriptions de 6 mois ainsi que celle de 19 289 779 de ses bons de souscriptions pour le 30 octobre 2009.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 18 471 135 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 223 583 actions au 30 avril 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées. En date du 30 avril 2009, la Société n'a racheté aucune action ordinaire.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

Stocks

Le nouveau chapitre 3031, « Stocks », du Manuel de l'ICCA remplace le chapitre 3030, « Stocks ». Il fournit plus de directives sur les exigences relatives à l'évaluation et l'information à fournir à l'égard des stocks. Les nouvelles conventions imposent que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Cette norme fournit des directives quant aux types de coûts qui peuvent être capitalisés et exige la reprise de la dépréciation préalable des stocks si la conjoncture économique change. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Informations à fournir concernant le capital

Le nouveau chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA - « Informations à fournir concernant le capital » du Manuel de l'ICCA établit les normes de divulgation de l'information au sujet du capital d'une entité et de la façon dont il est géré, et ce, afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédés de l'entité en matière de gestion du capital. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société. Les informations additionnelles à fournir en vertu de cette norme sont présentées à la note 20.

Instruments financiers

La Société a adopté les deux nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA, chapitre 3862 – « Instruments financiers – Informations à fournir » et le chapitre 3863 – « Instruments financiers – Présentation » qui remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». La nouvelle norme de présentation reprend les anciennes exigences de présentation et la nouvelle norme relative à l'information à fournir augmente l'importance accordée à la divulgation de l'information relative aux risques découlant des instruments financiers constatés et non constatés auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Les informations à fournir en vertu de ces normes sont présentées aux notes 21 et 22.

Normes générales de présentation des états financiers

Le chapitre 1400 – « Normes générales de présentation des états financiers » comprend l'obligation pour la direction d'évaluer la capacité de la Société à opérer selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et à divulguer toutes incertitudes significatives se rapportant à des événements ou à des conditions pouvant jeter un doute quant à la possibilité pour la Société d'opérer en vertu de la continuité de l'exploitation. La direction a conclu suite à son analyse à la fin de l'exercice qu'une mention à ce sujet était nécessaire à la note 1 de ses états financiers consolidés vérifiés.

MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES

Écart d'acquisition et actifs incorporels et coûts de recherche et développement

En février 2008, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants : Chapitre 3064, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplacera le chapitre 3062, « Écart d'acquisition et actifs incorporels » et le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce chapitre est en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels afin que ces normes soient alignées sur les normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a apporté des modifications au chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », afin de clarifier les critères relatifs à la comptabilisation d'un actif et au moment de la constatation des charges. En particulier, les indications permettant le report de frais ont été éliminées. Les nouvelles exigences sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'informations

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. La Société se conformera à ces nouvelles normes en fonction du calendrier établi aux termes de celles-ci. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, la juste valeur des actifs et passifs acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débetures convertibles, les obligations légales, la disposition de garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

Écart d'acquisition

Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de Keragis a été complété le 30 avril 2009. Étant donné que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % et a convenu qu'une dépréciation de 1 607 000 \$ avant impôts était nécessaire.

Provision pour créances douteuses

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

Actifs d'impôts futurs

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectifs et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs pris en compte comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

Provision pour garanties

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 30 avril 2009 et au 30 avril 2008 ont été jugées adéquates.

Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2009, un total de 14 818 050 options sur actions étaient en cours dont 10 770 000 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

Engagements et éventualités

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

OPÉRATIONS PROJETÉES

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises et de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le conseil d'administration a mandaté son président du conseil afin qu'il explore au nom de la Société différentes possibilités de fusion et d'acquisition et qu'il sollicite activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal de rémunérer le président du conseil en fonction des résultats positifs qu'il obtiendra de ces initiatives. Les modalités relatives à la rémunération totale n'ont pas encore été déterminées. De plus, au cours de l'exercice, des frais de consultation pour la gestion des relations avec les investisseurs d'un montant de 37 500 \$ (2008 – néant) ont été payés à une société contrôlée par le président du conseil d'administration.

PERSPECTIVES

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration et ciblera ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

EFFICACITE DES CONTROLES ET PROCEDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2009, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour l'exercice terminé le 30 avril 2009. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2009 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 28 juillet 2009. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 28 juillet 2009, 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 14 818 050 options sur actions.